

Questions orales

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je trouve grotesque qu'un député d'un parti qui a été au pouvoir durant de si nombreuses années n'ait rien fait au sujet de l'équité en matière d'emploi.

Des voix: Bravo!

M. McDermid: Au moins, nous faisons quelque chose.

Mlle MacDonald: Aucun projet de loi n'a été présenté ...

Mme Copps: Vous êtes hypocrite, Flora.

M. le Président: A l'ordre. Une brève question supplémentaire.

LES PROGRAMMES DE PROMOTION SOCIALE—LES MESURES
CONCERNANT L'EXÉCUTION DES CONTRATS

M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence): Monsieur le président, un Canadien handicapé sur huit veut savoir ce que le premier ministre fera pour donner suite aux promesses qu'il faisait durant la campagne électorale alors qu'il prétendait que les compagnies qui voudraient obtenir des contrats du gouvernement auraient à mettre en application des programmes de promotion sociale. Qu'en est-il de cette promesse électorale?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, cette promesse sera remplie dès que le député et ses collègues de son parti cesseront de faire obstacle à l'adoption du projet de loi C-62. C'est ce qu'ils font actuellement. Les mesures concernant l'exécution des contrats entreront en vigueur dès que le projet de loi C-62 sera adopté.

M. Ouellet: Cela ne figure pas dans le projet de loi.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—
L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé du Commerce extérieur. Bien des Canadiens voient mal pourquoi le gouvernement modifierait les règles touchant les médicaments génériques alors qu'elles nous ont fait économiser des milliards de dollars depuis 1969. Le ministre peut-il confirmer que ce projet n'était qu'une stratégie visant à faire des concessions aux États-Unis dans l'espoir d'obtenir en retour le libre-échange?

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je ne suis certes pas en mesure de confirmer l'existence de pareilles dispositions, car il n'y en a jamais eu. La stratégie dont parle le député n'a jamais existé non plus. C'est lui qui l'a inventée.

M. Langdon: Elle figurait dans la déclaration finale du sommet irlandais.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Consommation et

des Corporations. Va-t-il laisser tomber cette concession sur les médicaments maintenant que le comité sénatorial américain des finances vient de saper l'idée du libre-échange?

M. Stevens: Vous divaguez.

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada): Monsieur le Président, nous avons déjà annoncé notre position, à savoir que lorsque nous annoncerons cette politique, elle sera dans la ligne de pensée du gouvernement qui est de favoriser les investissements, la recherche et le développement, et de créer des emplois aussi bien dans l'industrie pharmaceutique.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA DEMANDE DE DEUX FRANCOPHONES CANADIENS QUI
EXIGENT QUE LEUR PROCÈS SOIT TENU EN FRANÇAIS À TERRE-
NEUVE—LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de la Justice, j'adresse ma question au vice-premier ministre. J'aimerais savoir si le ministre de la Justice a personnellement pris la décision que ses fonctionnaires à Terre-Neuve comparaissent à un procès criminel contre deux francophones canadiens qui exigent que leur procès soit tenu en français pour plaider, qu'on n'accorde pas à ces deux accusés un procès dans leur langue maternelle officielle.

● (1440)

[Traduction]

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de la Justice, j'ai bien peur de devoir prendre note de cette question. Je veillerai à ce que le ministre de la Justice fournisse les détails voulus au député à son retour.

M. le Président: La parole est au député de Cowichan—Malahat—Les Îles.

* * *

LA SANTÉ

LE FINANCEMENT DU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'ABUS
DE L'ALCOOL ET DES DROGUES CHEZ LES AUTOCHTONES

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. La situation désespérée d'un grand nombre de jeunes autochtones est ressortie de façon tragique le mois dernier quand six jeunes Métis sont morts après une beuverie. Vu que tellement de jeunes autochtones ont des problèmes causés par l'alcool et la drogue, pourquoi le gouvernement a-t-il renié la promesse faite l'année dernière par le premier ministre et enlevé 4.5 millions de dollars au Programme de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les autochtones?